

DISCUSSIONS SUR LES THÈMES 1 ET 2

THÈME 1 : HISTORIQUE ET INVENTAIRE DES ATLAS RÉGIONAUX

J.-P. Angrand

- Une première image de l'atlas est gênante : le flou caractéristique ; c'est un objet mal défini, mais riche en concepts et en variété de contenus.

Le concept d'atlas est flou. Il nous manque une définition claire, mais flexible. On a affaire ici à des ouvrages encore largement poly-iconiques et surtout polysémiques.

Quelle idéologie sous-tend la production de ces quasi-atlas ?

Privilégier la description, n'est-ce pas se limiter à l'analyse ? Mais cette dernière remarque pêche par anachronisme : les sciences sociales n'existaient pas, ou étaient à l'état de balbutiement au milieu du 19^{ème} siècle.

E.-P. Désiré

- Très décriés par certains, les atlas régionaux ont eu le mérite de présenter l'image de leur région à un moment donné (années 1960-70-75) et de réunir une somme considérable d'informations spatialisées. Ils resteront un témoignage remarquable et irremplaçable sur l'état de nos régions dans le troisième quart du 20^{ème} siècle et seront des documents fort utiles aux historiens de demain. On regrettera d'autant plus que tout le territoire national n'ait pas été couvert. Ils ont aussi permis de fournir à de nombreux responsables la possibilité d'effectuer des choix d'action raisonnée. Ils ont, dans les régions de création récente, contribué à l'affirmation de la conscience régionale.

Leur réalisation, avec des crédits afférents, a aussi permis un travail de recherche cartographique fructueux avec, assez souvent, la constitution d'équipes de travail mixtes : université-services, gage de contacts extérieurs.

THÈME 2 : LA NOTION DE RÉGION

LA RÉGION, UNITÉ DE BASE

J.-P. Angrand

- Un problème est le choix du périmètre, choix plein de conséquences pas toujours bien mesurées. Choisir la commune comme unité élémentaire de représentation ne contribue-t-il pas à figer le tissu communal ? Inversement, est-il possible (difficile sur le plan scientifique, moins sur le plan technique) d'inventer des périmètres différents, soit ceux des dirigismes, soit ceux des volontarismes ?

Est-ce facile de faire des cartes de ce qui n'existe pas, lorsque l'on sait que la méthode de la prospective et la stratégie des acteurs qui transforment l'espace sont difficiles à élaborer ou secrètes ?

J. Beaujeu-Garnier

- (réponse à J.P. Angrand). Si j'ai suggéré de prendre la division administrative la plus petite possible, c'est précisément pour qu'on puisse faire des regroupements, pour des motifs économiques, des motifs naturels, pour la planification et le dirigisme ; à partir du moment où l'unité est la plus petite on peut la malaxer comme on veut ; si on prend une unité administrative plus grande, on est dans une unité figée, au contraire.

X

- Un exemple est donné sur une cartographie de la

région de Lille, où l'espace belge est laissé en blanc. «pourtant les habitants de Mouscron demandent le prolongement du tramway, et ceux de Courtrai celui du métro». Où est la limite de l'agglomération ? Sûrement pas une limite stricte.

G. Krier

- La possibilité de comparer les cartes entre elles est une fonction essentielle d'un atlas. Le lecteur a besoin d'un guide pour se retrouver : l'homogénéité des limites sur toutes les cartes est donc nécessaire.

M. Roncayolo

- Les observatoires régionaux créent eux aussi des entités en faisant des agrégats à l'échelle de la région. On sait très bien qu'au niveau de l'emploi ce n'est pas la même chose dans les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône. On a tendance à créer des agrégats qui effacent ce qu'une projection fine pourrait apporter.

J.-P. Angrand

- Choisir toujours la commune comme unité élémentaire, n'est-ce pas encourager la conservation du morcellement territorial ? Choisir l'unité administrative, n'est-ce pas favoriser dans le cas de la France la conservation du centralisme ? Au contraire dit Madame Beaujeu-Garnier, "descendre au niveau élémentaire, c'est donner le moyen aux collectivités locales de raisonner leur regroupement." CQFD ! A nous de démon-

trer aux dites collectivités quel usage faire de nos cartes analytiques et synthétiques...

Mais je continue à être en désaccord avec Jacqueline Beaujeu- Garnier sur un point : l'aménagement passe du dirigisme et du volontarisme centralisateur à des possibilités de volontarisme centralisé. N'est-ce pas un motif de réviser nos conceptions cartographiques ? D'ailleurs, les techniques de cartographie assistée par ordinateur ne facilitent-elles pas ce genre de travail innovant ? Les atlas à grande échelle, traitant d'une commune isolément, ou mieux d'un groupe de communes (SIVOM, «pays»,...) me semblent pouvoir devenir un outil de développement local.

LA NOTION DE RÉGION

M. Roncayolo

- À côté des problèmes techniques, de métier, il y a les problèmes liés à la notion de région.

Nous sommes pris entre deux définitions du phénomène régional : Il y a ,ce que l'on peut appeler la régionalisation, et d'autre part, la spatialisation d'un certain nombre de phénomènes, et à ce moment se pose l'échelle du travail. Il y a des hypothèses de travail avec des résultats y afférant à telle ou telle échelle ; les solutions sont à trouver par le chercheur en fonction des points de comparaison.

La solution intermédiaire proposée, pas mauvaise en soi, en évoquant la continuité à la marge, valorise, à mon avis, le rôle de la distance physique, qui compte de moins en moins, qui a de moins en moins de sens dans nos sociétés ; il n'est pas sûr que la véritable explication ne soit pas plus loin (se contenter de représenter le nord de la banlieue parisienne dans une carte de Picardie n'explique absolument rien, si l'on ne sait pas qu'il y a la masse de Paris derrière). La continuité sur la carte est élastique et on se demande quelle est l'échelle des prolongements qui aurait un sens.

Il faut bien voir que ce n'est pas le chercheur qui crée le cadre, mais le pouvoir, quel qu'il soit, avec une force administrative considérable. Les régions administratives, imposées pour connaître ce qu'il y a à l'intérieur, ne correspondent pas nécessairement à un cadre scientifique ; les premières monographies ont été départementales pour renseigner le préfet sur «son» département.

Dans la situation française, le problème n'est pas de trouver un bon cadre d'analyse scientifique, mais de trouver des identités à partir d'espaces non perçus comme tels : ainsi dans la Région Parisienne on a créé des départements qui n'avaient aucun sens géographique précis, et qui ont maintenant une identité, dans la mesure où ils sont le moyen d'un homme politique par exemple (on est habitant des Hauts-de-Seine ou du Val-de-Marne) ; le département prend une vigueur nouvelle et existe comme tel.

Les Atlas Régionaux participent à une sorte de travail supplémentaire, en dehors même de l'information qu'ils proposent aux responsables régionaux, en créant des régions qui n'existent pas en réalité : c'est un moyen, par une représentation, d'inventer la région comme on a inventé les départements.

Parler des Atlas Régionaux ce n'est pas parler d'une technique qui a le même sens dans le monde et à toutes les périodes, c'est quelque chose qui s'inscrit dans une

histoire d'enjeux et de consciences ; il faut prendre conscience de cette relativité ; cela impose des contraintes relativement lourdes auxquelles le cartographe, qui vit dans la société, n'échappe pas.

Cela nous ramène à une réflexion sur la notion de région, pas seulement à une réflexion sur les possibilités techniques de présenter, ou non, les marges ; je ne néglige pas les phénomènes de continuité, je les relativise.

J. Kondracki

- La région est une notion spatiale vague, non précise, aussi bien sur les plans historique, administratif, botanique, géologique. En France on parle plus de régions administratives avec des limites précises, que de régions historiques aux limites changeantes à travers le temps. En Pologne, il y a une hiérarchie des régions et, entre la «méga-région» et les très petites unités différenciées par des traits naturels, de type lithologique, ou botanique, par exemple, différents niveaux existent. Pour une carte de Pologne, la régionalisation peut être appliquée à toute l'Europe (plaine de l'Europe centrale, montagnes des Sudètes et des Carpathes, plateaux de petite Pologne), ou en fonction de types de paysages liés à l'orogénèse, à la limite des dernières glaciations (lacustre au nord, périglaciaire au sud), ou en fonction de sous provinces du type littoral Baltique, grande plaine centrale, montagnes du sud.

M. Roncayolo

- Ces choses essentielles montrent que le mot «région» ne peut être appliqué ni à une échelle, ni à un groupe identique de facteur ; en fait il faut se poser la question sur ce qu'on étudie au départ. Il y a aussi des phénomènes qui changent très lentement (morphologie), d'autres qui changent plus rapidement (liés à l'histoire) ; il y a des temporalités différentes qui donnent un sens différent au mot région. On a des régions plus modernes autour des villes, des réalités économiques que l'on dit régionales, qui ont des limites flottantes, variant avec les distances, avec des éléments extérieurs, avec la force d'attraction des centres régionaux, flottante elle-même. Il y a une relativité historique dans l'espace et le temps. La meilleure présentation des différents sens du mot «région» est dans un article de A. Cholley publié dans «le guide de l'étudiant en géographie», qui reste toujours de circonstance ; notons que A. Cholley refuse la notion de région pour les phénomènes physiques à l'échelle mondiale ou continentale.

J. Paslawski

- La région est une idée très ancienne, qui sous l'Empire romain est liée au sens de gouverner ; c'est un territoire qui a des limites bien identifiées en fonction du pouvoir. Certaines limites sont une barrière infranchissable sur le plan socio-économique : les Corées du nord et du sud . Il y a une autre échelle que celle des communes ou des départements.

PROBLÈME DES LIMITES

C. Granier

- La réponse du Conseil Général de la Haute-Loire sur une proposition de regroupement des communes en fonction de leur équipement est : «ça ne vous concerne

pas». Il est impossible de toucher aux communes, aux départements.

Dans nos atlas démographiques, au dessus de chaque carte par département, il y a une carte de France qui présente la même information, montrant le contexte dans lequel se situe le département dans l'ensemble français.

M. Vigouroux estime que des débordements ponctuels peuvent être faits... à condition d'en avoir les moyens. Par contre ce n'est pas possible dès lors que l'on travaille sur une variable où la moyenne régionale est une référence.

J. Bonvallot

- La Polynésie est une région dont la superficie est celle de l'Europe occidentale. La question des limites est réglée en fonction de la thématique des cartes : la carte des prises de pêche tient compte de l'espace économique, de la limite des 200 miles autour des îles.

J.-P. Bord

- Même avec l'ordinateur le cartographe sera toujours soumis à des situations de compromis au cas par cas : ainsi avec la géographie physique on déborde le cadre de la région ; mais avec des données statistiques on conserve les limites parce que l'INSEE vend ses données.

M. Roncayolo

- La notion de limite est très importante surtout lorsqu'elle est considérée dans le sens de frontière, c'est à dire lorsqu'il y a rupture entre des espaces qui appartiennent à des définitions différentes. Il y a une priorité, une force des phénomènes politiques qui accroît considérablement les phénomènes de continuité. Ces ruptures à l'intérieur de la hiérarchie dans les caractères franchissables ou infranchissables amène à recomposer une géographie politique sur les cartes. Au niveau des régions françaises, les rapports de contiguïté ne sont pas partout les mêmes, les niveaux de rupture ont des causes présentes ou passées différentes qui peuvent avoir des conséquences variées.

Il y a là une thématique importante et un problème technique. Comment représenter cela sur les cartes ? On limite des communes avec certains signes, les départements, les régions, avec d'autres signes, mais on ne sait pas ce que vaut cette limite. Cette question, à la fois d'interprétation et de représentation est vraiment très importante.

J. Varlet

- La question essentielle est «quelle est la place du scientifique ?» Pour les 4 000 îles de la Polynésie française il n'y a pas de problème pour faire un atlas du peuplement ou des pêches, par contre ce n'est pas réalisable pour d'autres critères. Dans l'Atlas du Limousin, présenter une carte géologique sans limites administratives ne pose pas de problème ; pour les aspects linguistiques dépasser le cadre administratif n'est pas un problème pour les hommes politiques. Le scientifique a son mot à dire sur les unités autres qu'administratives. Lorsqu'il y a un cadre très strict imposé par les politiques sur les limites à indiquer, le scientifique n'a-t-il pas le devoir de demander au politique de regarder ce

qui se passe à côté, hors des limites de son domaine d'élection ?

M. Roncayolo

- Avec la notion de limite on trouve des interrogations importantes. La limite peut être la dégradation de caractères spécifiques comme la marge indécise, les transitions. Quelle que soit la cause, accident du relief ou de l'histoire, ou la distribution des caractères, la limite vient se superposer comme butoir aux phénomènes. Finalement, il y a différentes sortes de limites et de frontières, et leur réintroduction nous expliquerait davantage ce que l'on peut tirer de ces problèmes et comment on peut les traiter. C'est un peu expliquer le centre par la périphérie, mais pourquoi pas ?

Dans le sens de ce que disait Bertin, il faut parfois saisir des limites fossiles, qui n'interviennent plus d'une manière évidente dans le paysage, mais qui apparaissent indirectement dans certains éléments ; ainsi, dans la thèse de Derruau sur les Limagnes, espace peu étendu, l'explication fondamentale ne se lisait pas sur une carte des Limagnes, mais sur une carte de la France des parlers, des toïts, ou de la matière dont les toïts étaient constitués ; la théorie peut être remise en cause, mais la méthode est intéressante. C'est par un jeu d'échelles différentes que l'on arrive à expliquer des oppositions, des types de cultures, parce qu'il y a une frontière.

J.-P. Thumerelle

- Les limites administratives actuelles peuvent apparaître comme des limites abstraites. C'est le cas de celles du département du Pas-de Calais : la limite de 843 est toujours présente, des vieux parlent encore d'aller en France lorsqu'ils la franchissent ; la limite sud de l'Artois est la limite historique entre la Belgique seconde et la Belgique première (le département est formé de deux anciennes cités gallo-romaines) ; la limite avec le Nord, la Flandre, celle de l'Aâ, a 2 000 ans d'existence, et aujourd'hui encore, on a mis 15 ans pour reconstruire un pont entre Dunkerque et Calais, parce qu'on n'en voyait pas la nécessité ; on parle flamand d'un côté, français de l'autre. Il y a des limites de départements qui sont plurimillénaires. Il y a une rupture très importante avec l'agglomération lilloise qui déborde sur le Pas-de Calais, dans le bassin houiller. Il est curieux, par contre que la limite la plus formidable est celle avec la Somme, du côté français, la limite des anciens Pays-Bas ; alors que la limite franco-belge, qui est la plus artificielle, la plus absurde qui soit, a trois siècles d'existence, mais demain la Belgique existera-t-elle encore ?

M. Jankowski

- Après ces réflexions un peu anecdotiques, j'aborde un autre aspect des limites et de l'influence de ces limites. En relation avec l'infranchissabilité des limites entre les deux Corées, la comparaison peut être faite avec le mur de Berlin entre les deux Allemagnes ; il y a deux ans que cette limite n'existe plus, mais dans les faits les différences existent encore.

Pendant plus de 120 ans la Pologne n'a pas existé sur les cartes d'Europe, elle était divisée entre trois pays ; ces 120 ans d'influence étrangère ont marqué profondément la mentalité polonaise jusqu'à nos jours. Il y a 45 ans que s'est terminée notre dernière occupation et certaines régions naturelles sont restées polonaises, comme les régions lacustres de la Mazurie : c'était la

limite entre la Prusse et la Russie, limite qui n'existe plus maintenant, sauf dans toutes les données statistiques économiques où les différences sont encore visibles aujourd'hui ; cet exemple montre que le problème des limites est difficile et que même lorsqu'elles n'existent plus réellement, elles conservent toujours une grande influence.

J. Varlet

- En France, l'influence des limites régionales existe aussi, d'une manière différente bien sûr. Les cadres régionaux administratifs adoptés dans les années 1970 ont désormais une influence sur la politique des conseils régionaux et aussi sur certaines entreprises. Deux exemples relatifs au Limousin et à l'Auvergne.

Le premier concerne le recrutement universitaire : face au nombre d'étudiants croissant en anglais et en histoire-géographie, les universités de Limoges et de Clermont ont décidé de retenir les inscriptions des seuls étudiants originaires de leur région administrative ; il en résulte que les personnes qui habitent à Ussel, dans la partie est du Limousin, franchement tournée vers Clermont-Ferrand, n'ont plus le droit de s'inscrire à Clermont, mais doivent s'inscrire à Limoges.

Le second concerne le domaine des transports. On a constaté que les trains régionaux, les TER, sont désormais gérés par Limoges et par Clermont, et que la limite administrative entre ces deux régions est devenue une limite franche : les TER Limoges-Ussel ne vont plus jusqu'à Clermont et les trains qui partent de Clermont perdent le sigle TER avant Ussel ; on est peut-être actuellement dans une phase de transition, qui débouchera finalement sur des cadres originaux purement administratifs.

M. Hammani

- La question des limites est très importante. En Algérie, en pleine mutation socio-culturelle, religieuse et politique, sur le plan des limites les choses ont beaucoup changé. A l'époque turque, certaines limites ont été établies ; sous l'occupation française on a gardé ce découpage en les appelant "départements" ; vers 1863, dans le cadre du sénatus-consulte, on a créé 596 douars. Avec l'indépendance, en 1962, on a regroupé les douars en communes. En 1963, 1974, 1984, 1987, un nouveau découpage est venu se greffer sur l'ancien. On se rend compte qu'aujourd'hui, on peut pratiquement calquer le découpage des communes sur celui des douars créés par le Sénatus consulte de 1863. C'est un bel exemple de retour aux sources.

E. Jankowska

- En Pologne, les régions ont été rarement formées sur des bases historiques, mais essentiellement pour des raisons d'ordre politique. On a d'abord eu 17 voïévodies (ce ne sont pas des régions physico-géographiques) jusqu'en 1973, puis 49 : ainsi, la voïévodie de Cracovie a été divisée en quatre, pas seulement sous une forme administrative, puisque les limites ont complètement changé. Il s'est posé tout de suite un problème de données, puisque les communes n'étaient plus les mêmes, une impossibilité de comparer les données.

M. Roncayolo

- Le débat se dirige dans le bon sens, puisque au lieu de nous interroger sur la validité de la région, sur le bien-

fondé des divisions, nous nous posons les problèmes de leurs conditions d'existence, de leur permanence et de la relativité historique.

- J. Bertin

Lorsque vous prenez l'avion pour aller en Pologne, vous en voyez la limite d'une façon éclatante, que ce soit avec l'ex-Allemagne de l'Est ou avec la Tchécoslovaquie : la limite de la collectivisation apparaît entre les petites parcelles de la Pologne et les grandes parcelles des deux autres États. Une autre limite est aussi étonnante, parfaitement définie, celle de la Prusse orientale avec la Russie au nord et la Pologne au sud ; les polonais ont fauché les champs jusqu'aux barbelés, tandis que les russes ont laissé un no man's land : vous avez des champs jusqu'à la frontière, puis de la forêt sur 200 kilomètres. Prenez les photos aériennes, vous avez la carte de la Pologne.

- J. Varlet

Deux auteurs, qui ne sont pas là aujourd'hui, abordent une notion de région toute autre.

D'une part P. Buléon, qui, avec l'équipe de Caen a d'abord réalisé un Atlas social de Basse-Normandie et réalise actuellement un Atlas Trans-Manche, regroupant la Normandie et le sud de l'Angleterre. Voilà une autre dimension régionale ; on change d'échelle ; on franchit une mer ; c'est un exemple particulièrement intéressant. D'autre part, R. Marconis, de Toulouse, évoque la réalisation d'un Atlas Transpyrénées franco-espagnol, fruit d'une collaboration entre des Universités espagnoles et celle de Toulouse-Le Mirail, qui fait suite à la publication des petits fascicules de l'Atlas Midi-Pyrénées.

D'autres intervenants signalent un atlas international sur le Haut-Rhin en cours depuis six ans à Strasbourg, un atlas Sar-Lor-Lux, un atlas Genève-Savoie.

FINALITÉ DES ATLAS RÉGIONAUX

M. Roncayolo

- La représentation de lignes de force, de limites pas entièrement franches permettrait d'enfermer la région dans des lignes plus ou moins sensibles, ce qui cartographiquement n'est pas facile.

Tout territoire est à la fois pouvoir, appartenance et représentation ; le problème est de savoir dans quel sens cela joue : est-ce la représentation qui fait la région ?

J. Varlet

- Dans le cas de la Bretagne, B. André a montré que selon les atlas quatre ou cinq départements étaient retenus. Le problème est : faut-il mettre Nantes ou non ? Sur les plans historique, économique, géographique, tout le monde sait très bien que Nantes, qui a été capitale de la Bretagne, n'est absolument pas une ville bretonne ; Nantes est avant tout un port national, un port du bassin parisien, du centre de la France, et non un port de la Bretagne, de la Vendée ou de l'Anjou. Nantes n'avait qu'un petit espace régional de proximité. Si l'on ne met pas Nantes, alors on ne doit pas mettre la Loire-Atlantique dans un atlas respectant les entités départementales ; or la moitié nord-ouest du départe-

ment est bretonne (La Baule, Saint-Nazaire...).
Encore une fois, fait-on un atlas pour décrire une région dans un cadre très précis, ou pour essayer de voir quelle est la région ?

M. Roncayolo

- Il faut partir des départements. Les régions ne sont que des agrégats de départements. Si la création des départements paraît arbitraire par le nombre, dans le détail cela n'a pas été une invention du pouvoir à partir de rien (Cf. Marie-Vic Ozouf) ; les limites ont été traitées en fonction d'une série d'éléments que l'on appellerait géographiques aujourd'hui, et d'un élément supplémentaire qu'on appelle la convenance des habitants, convenance de quelques notables, de quelques élites. Une enquête de terrain a été faite, contrairement à ce qu'on a prétendu, moins pour former les départements que pour choisir les villes qui allaient devenir chef-lieu du département ou du district ; les rivalités urbaines ont réintroduit le constat de certaines réalités.

Je crois qu'il y a d'autres logiques possibles de définition de la région.

A propos de la Bretagne, le découpage de 1917 comportait une "petite Bretagne", la presqu'île, et une région de Nantes, pour laquelle on ne trouvait pas de nom évocateur, correspondant à un système de vallée, au système hydrographique de la Loire, dans sa partie occidentale au moins.

Cette variabilité qui fait la région est intéressante, avec les variables que l'on retient pour définir une certaine cohérence de la région, et les critères de tel ou tel type suivant les régions. Ceci rend les choses très complexes ; une cartographie trop "technocratique" dominée par des catégories interchangeables n'entre pas dans cette problématique.

M. Vigouroux

- Nos atlas sont régionaux parce que la demande émane de l'État. Pour la Bretagne, il est intéressant de voir qu'un organisme culturel a décidé que la Bretagne comprendrait cinq départements et qu'il s'est donné les moyens de les décrire.

Le sud de l'Aveyron est languedocien, mais tout le monde est d'accord pour considérer que dans les faits il est toulousain ; pour tous les critères le nord de la Lozère n'est pas languedocien, il y a une coupure fondamentale. L'Atlas Catalunya-nord ne prend pas en compte le Fenouillet ; le seul auteur, Jean Beca, a fait un Atlas des Pyrénées-orientales seulement, car sa problématique était la frontière catalane ; il s'en est donné les moyens et on ne conteste pas la problématique ; c'est une question insoluble.

B. André

- La région est une réalité mentale et identitaire, ce n'est pas une réalité scientifique.

J. Bertin

- Serge Antoine a été chargé de délimiter les régions de la France. L'histoire du découpage est dans le rapport préliminaire sur les Atlas régionaux. Une quarantaine d'essais successifs, depuis plus de cent ans ont été réalisés pour régionaliser la France en regroupant des départements. Une carte publiée dans la Sémiologie Graphique montre que la superposition des limites d'une cinquantaine de régionalisations différentes, ad-

ministratives, militaires, ecclésiastiques... correspond aux 4/5 de la régionalisation actuelle.

M. Roncayolo

- Beaucoup de projets de régionalisation regroupaient des départements, plus ou moins fondés sur des découpages administratifs ou para-administratifs, l'aspect économique apparaissant avec les circonscriptions des Chambres de Commerce. On sent très bien une vérité lourde mais partielle.

J. Bertin

- Les régions, trop grandes ou trop petites, sont remises en question par les problèmes actuels.

M. Roncayolo

- Ce n'est pas seulement un problème de trop grandes ou trop petites régions. Je suis un furieux "anti-PACA" par exemple ; pour Marseille, la Provence c'est la perte, et les arrière-pays n'ont rien à voir avec la consommation niçoise, ils sont au-delà ; l'indice le plus triste et désespérant est de voir les statistiques faire de Marseille le port de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

J.-P. Bord

- Première réflexion : l'importance des sources. La carte commence avec les sources, et le cartographe va devoir faire de plus en plus attention à celles qu'il utilise, encore plus avec l'ordinateur.

Deuxième réflexion, en forme de boutade : et Dieu créa les régions françaises... il restait un blanc... ce fut la région Centre, qui appartient un peu à la région parisienne (Chartres, Dreux), un peu au pied du Massif Central (Châteauroux, Berry), et soit-disant un axe ligérien, mais Orléans regarde vers Paris. La Touraine qui ressort très fortement, aurait mérité de ressortir sans être englobée dans un vaste ensemble qui n'a pas grande signification.

D. Grange

- À plusieurs reprises on a parlé des régions en terme de représentation, d'identité, de tendances lourdes etc... Un historien peut avoir sa place dans ces réflexions, ne serait-ce qu'à titre d'information.

La région Rhône-Alpes s'intéresse beaucoup à ces phénomènes de représentation, d'identité de la région, en particulier parce qu'elle entre en compétition ou en alliance avec d'autres régions européennes, le Bade-Wurtemberg, la Catalogne, le Piémont-Lombardie. Toutes ces régions ont une forte densité historique et Rhône-Alpes a pris conscience de sa forte unité, de sa forte identité historique ; on a mis l'accent sur les phénomènes de culture, on les étudie, on a créé un observatoire des phénomènes culturels. Il y a bien une tendance forte que l'on voit jour après jour se développer. Les historiens de la région Rhône-Alpes qui s'occupent des problèmes culturels se sont rendu compte qu'ils étaient les premiers à avoir leur mot à dire sur les problèmes de culture et d'identité plutôt que de laisser les décideurs, les politologues, ou bien les journalistes en avoir le monopole.

Nous avons lancé une étude de ces tendances lourdes et culturelles qui doit aboutir à un atlas historique des vecteurs culturels de la fin du 18^{ème} siècle jusqu'au 20^{ème}, une période d'une certaine homogénéité, pour

laquelle il est possible de traduire, de définir des continuités, des ruptures, et de voir comment des domaines, des phénomènes culturels peuvent, ou ne peuvent pas, aboutir au niveau de la région. Dans le cadre d'une collaboration avec le Piémont, nous espérons avoir des deux côtés des Alpes les mêmes rails, les mêmes fils historiques débouchant sur l'actuel, sur l'étude du phénomène régional. Une collaboration future avec les cartographes et les géographes est très souhaitable.

J.-P. Angrand

- Les atlas sont-ils des outils bien adaptés à la réflexion

stratégique et prospective, à l'écriture de scénarios et d'utopies ?

Concernant l'articulation entre objectifs et contenu des atlas, la réflexion de l'équipe de «Cartographie et Décision» à propos des atlas démographiques départementaux me paraît fondamentale : «ce type d'atlas permet à chacun de disposer des mêmes informations et de raisonner ainsi sur des bases identiques». C'est bien en effet la condition sine qua non de l'objectivation.